Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Epargne Ile de France
24 bd de l'hôpital 75 005 Paris
01.70.23.53.40 ou 01.44.76.09.77
Fax : 01.40.26.49.13
Site : www.sudce.com
Email : sudceidf@orange.fr
facebook : SUD BPCE

PERFORMER, SURPERFORMER ! A QUOI BON ?

En 2011, comme en 2009, une année de résultats de l'entreprise vient d'être purement et simplement confisquée par BPCE. En effet, suite à la dépréciation de 150 M• des titres de notre filiale BPCE SA, la CEIDF a vu son résultat net passer de 170 millions d'euros à 20 millions d'euros.

TOUS ENSEMBLE, nous produisons toujours plus.
TOUS ENSEMBLE, nous avons travaillé, collecté et dégagé toujours plus de richesse et tout cela pour… renflouer les caisses de BPCE.

Entre 2007 et 2012, les salaires de nos dirigeants ont progressé de 25 à 50 %. Contrairement à nous, ils ont la garantie de toucher une part variable, plus que confortable, sans jamais atteindre 100 % de leurs objectifs.

Dans le même temps nos rémunérations stagnent et notre pouvoir d'achat diminue inexorablement.

➲ Nos rémunérations stagnent, les salaires d'embauches sont toujours aussi faibles, nos conditions de travail se détériorent.

➲ La part variable n'est qu'un leurre commercial et salarial.
➲ L'intéressement, loin de reconnaître l'accroissement de la productivité de tous, il joue uniquement le rôle d'éteignoir d'éventuelles revendications salariales. Le directoire a toujours en mémoire la grève de 2010.
➲ Quant aux challenges, en plus de nous infantiliser, ils nous poussent parfois à la faute. Le « Temps fort 1 » de 2011 en est une illustration flagrante avec son lot de disqualifiés et de rétrogradés. De plus, ils ne concourent jamais à la satisfaction des clients qui partent, chaque année, de plus en plus nombreux. Les premiers chiffres de 2012 sont, à ce titre, particulièrement alarmants : 35 000 clients ont déjà quitté la CEIDF au 29 février 2012.

Après des années d'immobilisme et d'agressions sociales répétées, le directoire doit, avant la fin de son mandat en mai 2013, mener à bien une véritable politique sociale et salariale. Nous le jugerons à ses actes : négociation d'un nouveau socle social, étude des chemins de carrière et des rémunérations des directeurs et directeurs adjoints d'agence et salaire minimal à 1 500 • nets (+ 265 • de complément parisien) sont pour Sud incontournables.

N° 2012/11

*Le 4 avril 2012 / Le secrétariat **Sud***

Jean-Philippe Bastias - Valérie Boisliveau - Jérôme Bonnard -Christine Deldicque - Martine Desaules - Olivier Le Saëc - Bettina Larry - Françoise Quelen - Philippe Salvador - Patrick Saurin - Jean-Marie Zemliakoff